

ARRÊTÉ

N° 71 - 2024 - V

**Occupation du domaine public
Square Rameau
Saint-Jean-de-Linières**

Monsieur le Maire de Saint-Léger-de-Linières,

VU la loi modifiée n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales ;

VU le code de la route et notamment les articles R 411.5, R 411.8, R 411.18, R 411.21.1 et R 411.25 à R 411.28 ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;

VU l'arrêté interministériel modifié du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ;

VU le code pénal et notamment l'article R610-5 ;

Considérant la demande de l'entreprise PROTECFA, 21 rue de la Claie, 49070 Beaucouzé, reçue le 29 avril 2024, pour des travaux de bâtiment, notamment de modification de façade, square Rameau, sur la commune de Saint-Jean-de-Linières, commune déléguée de Saint-Léger-de-Linières, il y a lieu de réglementer le stationnement,

ARRÊTE :

Article 1 : A compter du mardi 21 mai 2024, et jusqu'au vendredi 12 juillet 2024, l'entreprise PROTECFA est autorisée à empiéter sur le domaine public, pour le stationnement de 2 cabanes de chantier et 1 wc chimique, sur une emprise de 15 m x 2,50 m de large, au droit du n° 17 square Rameau, sur la commune de Saint-Jean-de-Linières, commune déléguée de Saint-Léger-de-Linières.

Les accès des riverains sont conservés.

Article 2 : Pendant toute la durée du chantier, le stationnement sera interdit au droit du chantier sauf pour les besoins de ce dernier.

Article 3 : La signalisation sera conforme aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvées par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992.

Toute la signalisation nécessaire (attention chantier, barriérage de sécurité, ...) sera implantée et entretenue par le demandeur, l'entreprise PROTECFA, durant toute la durée des travaux.

Article 4 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 : Le présent arrêté sera affiché aux extrémités des sections concernées sur la commune de Saint-Jean-de-Linières, commune déléguée de Saint-Léger-de-Linières par le demandeur, l'entreprise PROTECFA.

Article 6 :

- Monsieur le Chef de la police municipale
 - Madame la Commandante de la Compagnie de Gendarmerie Départementale d'Angers,
- sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Saint-Léger-de-Linières le 14 mai 2024,
Daniel PASDELOUP,
Adjoint au Maire

